

DÉBAT DES INTERVENANTS

Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum

Pour continuer la discussion, je voudrais redonner la parole à Lionel. Nous avons vu que tout le monde était relativement optimiste, avec toutefois devant nous un mur de dettes, un mur de crédit et des difficultés sécuritaires et de gouvernance. Si nous voulons nous focaliser sur les opportunités que vous voyez aujourd'hui et dont vous parlez à vos clients, quels sont ces grandes opportunités ou les grands atouts qui permettent de compenser toutes les fragilités constatées aujourd'hui ?

Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, président de SouthBridge

Je reviendrai sur ce qu'a dit Jean-Michel tout à l'heure, concernant la question des 250 millions de jeunes à faire entrer sur le marché du travail en peu d'années. Malgré tout, ça reste un facteur important de notre forte croissance demain. C'est un peu difficile à expliquer. Je vois au premier rang de la WPC l'une de nos grandes dirigeantes qui va faire une campagne électorale présidentielle, c'est très difficile de venir devant des jeunes et dire : « Écoutez, vous êtes au chômage et vous êtes déclassés. » D'ailleurs, le problème, c'est plus le déclassé. Mon Général, vous avez dit : « La jeunesse est une bombe, elle est frustrée. » Elle est moins au chômage que déclassée, c'est ça qui est le plus important, parce qu'elle a des compétences aujourd'hui. Post colonisation, dans notre premier recensement, en 1961, on a dit : « C'est formidable, 3 % d'une classe d'âge arrive en terminale. » Aujourd'hui, ce n'est toujours pas assez, mais 50 % d'une classe d'âge arrive en terminale. Il y a donc un développement des compétences.

Nous avons créé notre université nationale en 1968. C'est tard, mais nous avons 120 000 étudiants sur le campus aujourd'hui. À l'époque, en 1960, il n'y avait qu'une seule université, l'université Cheikh Anta Diop à Dakar, pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique équatoriale française. Il y a donc des jeunes qualifiés qui sont moins au chômage que déclassés. Parce qu'en réalité, quand vous prenez nos taux de chômage aujourd'hui, au sens du BIT, on est à 7-8 %, ce qui est au fond un chiffre à la française. Le problème, c'est que lorsque vous avez un master 2 dans notre pays, votre débouché est soit de passer dans le secteur informel, qui représente 90 % de notre emploi, puisque le formel ne représente que 10 % en Afrique subsaharienne. Ainsi, avec un master 2, vous allez être chauffeur de mototaxi. Le secteur informel, l'agriculture et le commerce notamment, absorbe les jeunes, mais pas du tout au niveau de leurs attentes et des attentes de leurs parents qui ont fait de très grands efforts pour qu'ils aient un cursus scolaire et de vraies compétences. Mais nous avons les vraies compétences.

La difficulté, c'est qu'il faut leur dire : « le modèle d'aujourd'hui est un modèle d'industrialisation qui est intensif en travail, attendez encore quelques années. C'est un petit

peu plus rapide au Rwanda, au Maroc, dans tel et tel pays. Attendez encore cinq ans, vous aurez des opportunités d'emploi parce qu'il y aura eu des investissements industriels ou dans des services modernes. Le tourisme va se développer dans beaucoup de pays, le secteur financier crée aujourd'hui beaucoup d'emplois. » Seulement, si vous dites ça, vous ne serez jamais élu. Aminata, on ne peut pas être élu en disant à des gens : « Vous êtes frustrés, je comprends. Attendez cinq à dix ans parce que les conditions seront créées. » En réalité, on a déjà fait une grande partie du travail des infrastructures. Aujourd'hui, on a vraiment des infrastructures de mobilité, des ports, des aéroports, alors que nous n'avons rien. On avait des quais de 400 mètres pour aller décharger les cargos avec une grue, on a désormais un minimum d'infrastructures. Aujourd'hui, on a un peu de secteur financier, un peu de marchés financiers, tout ça est faible, sauf tout à fait au Nord et tout à fait au Sud. Nous avons donc quelques conditions qui sont réunies pour nous permettre de commencer à nous industrialiser.

Il y a une différence fondamentale entre les dix dernières années et les dix prochaines, c'est que les manufactures, l'industrie, la transformation, c'est en réalité très économe de capital par rapport à ce que nous avons eu à faire, à savoir des infrastructures, disposer d'énergie, d'eau, d'infrastructures routières, etc.

Amir Ben Yahmed

Cela nous ramène à la question des politiques publiques, qui est l'un des catalyseurs importants de cette industrialisation. Nous avons ce projet commun, la ZLECAf qui devrait créer un marché commun continental théoriquement. Il faudrait déjà que ça trouve des débouchés au niveau régional. Au niveau des politiques publiques, et le Maroc donne l'exemple, on constate que c'est un point faible. Et à part les sujets d'agro-industrie qui sont les premiers terrains d'investissement actuels, on ne voit pas encore se dessiner de grande politique industrielle africaine.

Lionel Zinsou

Pour le continent, sur l'industrie manufacturière, nous sommes en moyenne à 12 % du PIB, ce qui correspond au chiffre français. Cela représente toutefois un progrès important. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que les préconditions sont là.

Et le point que je voulais faire, parce qu'il est contre-intuitif, c'est que l'agriculture, avec l'énergie, c'est l'activité qui consomme malheureusement le plus de capital. Pour faire de l'agriculture ou de l'énergie, pour 100 de chiffre d'affaires, vous êtes obligés de faire 200 d'investissement parce que les produits finis sont à valeur ajoutée faible. Si vous prenez les mêmes noix de cajou que l'on vient de produire, et vous les transformez en lait de cajou ou n'importe quel produit packagé, vous faites 50 d'investissement pour 100 de chiffre d'affaires. Aujourd'hui, dans notre PIB, le coefficient est en train de baisser à raison de l'industrie. C'est contre-intuitif puisque les gens imaginent que le capital et les investissements sont des usines. Au Maroc, c'est la filière automobile et chez nous, ça peut être cette chemise que je porte parce que nous voulons valoriser notre coton. Ce qui est important, c'est que le coefficient de capital entre agriculture, énergie et infrastructures, nous étions obligés de le mettre en place en 50 ans. Et ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, c'est que c'est un coefficient de capital quatre fois inférieur, ce qui veut donc dire un coefficient de

travail élevé. Nous allons donc nous retrouver dans une situation similaire à l'Asie de création de postes pour les jeunes. Mais lorsque vous êtes Premier ministre et que vous faites un *meeting*, vous ne pouvez pas expliquer aux gens : « C'est juste une question temporaire de coefficient de capital. » En effet, au Bénin, comme au Sénégal, comme dans chaque pays, les dirigeants sont taxés d'avoir été indifférents, incapables et impuissants devant le problème des jeunes. Ce n'est donc pas en faisant une petite leçon d'économie sur le coefficient de capital qu'on leur répond. Mais je ne donne de leçon politique à personne parce que pour l'instant, je ne sais que perdre dans une élection présidentielle. On apprend toutefois des choses par l'échec et notamment ce que l'on ne peut pas dire dans un *meeting*. Et pourtant, techniquement, pour l'économie, c'est évident.

Nous avons désormais un modèle, qui est évidemment plus visible dans certains pays, mais nous avons déjà un modèle qui est créateur d'emplois. Et cela concerne tous les services modernes et toute l'industrie. Il n'y a pas que l'agro-industrie, évidemment, mais comme notre part d'agriculture dans le PIB, c'est plutôt 25 % en moyenne, c'est-à-dire dix fois plus que l'Europe, c'est fatalement l'agro-industrie qui pèse dans l'économie ; dans des choses valorisées. Prenez du manioc, vous pouvez faire notre gari, notre attiéké ou notre tapioca, mais vous pouvez aussi faire des édulcorants. Il s'agit d'outils industriels chers, mais vous pouvez aussi, à partir de notre manioc, arriver à des produits de chimie végétale qui sont des amidons ou des édulcorants tout à fait puissants et tout à fait valorisés. Il va donc s'agir de l'un des grands secteurs, mais je vais laisser parler les gens qui connaissent bien l'investissement de terrain. Ça va donc concerner tous les secteurs de service et tous les secteurs de manufacture qui sont intensifs en emploi. Et ça, c'est la vraie révolution.

Par ailleurs, nous avons des actifs qui étaient oisifs. Avoir des déserts et des savanes peu fertiles, ça ne valait rien. Aujourd'hui, on sait régénérer les sols avec des résidus de la biomasse. Aujourd'hui, on sait faire du solaire, on sait faire de l'hydrogène vert. Nos terrains semi-arides, nos terres arables sont aujourd'hui des actifs qui deviennent importants. Et nos actifs fonciers pour la construction immobilière, puisqu'il va bien falloir loger un milliard de personnes de plus en une génération, prennent également beaucoup de valeur. Et ça, c'est peut-être encore plus important que la dynamique de la valeur ajoutée. Nous avons des patrimoines qui n'avaient pas de valeur. La foresterie, sans les crédits carbone et sans les nouvelles technologies, ce n'était pas une source de valeur. Aujourd'hui, on est en train de transformer ça en or. Et cette révolution des actifs, l'activation des actifs oisifs, c'est peut-être la meilleure garantie que dans tous les domaines, y compris l'agroforesterie, nous sommes sur quelque chose qui va nous garantir un modèle de croissance à deux chiffres et créateur d'emplois, donc inclusif.

Maintenant, il faut quand même passer l'obstacle et le mur immédiat.

Amir Ben Yahmed

C'est une très bonne transition. Vous faites tous de très bonnes transitions ; c'est magnifique.

Tout le cycle de croissance des années 2000 s'est globalement reposé sur des disponibilités en capital très élevées, une disponibilité à financer la croissance. L'initiative PPTE a déjà redonné des marges de manœuvre à beaucoup de pays. Une communauté internationale très désireuse de financer des activités. Et comme on l'a vu au début, la montée du cours des

matières premières. Toutefois, le nerf de la guerre, c'est l'argent. Vous avez été assez pessimiste sur la situation globale aujourd'hui où le monde se retrouve avec du *credit crunch* après avoir largué les vannes pendant longtemps. Vous connaissez très bien le système de la Banque mondiale, Bertrand, comment voyez-vous la situation évoluer ? Tout le monde sait que 2024 et 2025 seront des années un peu difficiles, a minima. Il y a aujourd'hui des financements innovants, notamment dans le domaine du climat. Dans ce contexte, comment voyez-vous le sujet évoluer et quel conseil donneriez-vous à des gouvernements africains pour être en situation de continuer à mobiliser des financements ?

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Je crois qu'un élément émerge de tout ce que nous avons dit, c'est la pression de la jeunesse. Il faut en effet créer 2 à 3 millions d'emplois par mois en Afrique et personne n'a jamais fait ça nulle part avant. Nous avons donc un défi considérable. Et ces 2 à 3 millions d'emplois ne seront pas créés par plus d'infrastructures ou par plus d'exploitations minières. Ils seront créés par un secteur privé qui sera *vibrant*, comme on dit en anglais.

Or la grande difficulté à tous les niveaux, au niveau des États, comme au niveau des institutions internationales, comme au niveau des financiers privés, c'est que ça ne se fait pas tout seul. On a toujours le sentiment que ça viendra, que les entreprises se développeront si tout le reste est fait. Je pense cependant qu'il y a quelque chose sur lequel il faut que l'on se concentre tous collectivement, parce que personne n'a la clé tout seul, c'est comment peut-on passer d'un secteur privé un peu dual entre quelques très gros conglomerats ou quelques personnes très présentes dans les secteurs traditionnels comme la construction, les télécoms, etc., et une masse informelle avec quelques personnes qui émergent. Comment crée-t-on une continuité dans les secteurs privés ? Et ce qui est vrai en Afrique, c'est vrai dans la plupart des pays émergents, avec des nuances ; c'est ce que j'ai beaucoup vu en Amérique latine aussi.

Comment peut-on donc faire que ce secteur privé émerge, prospère et soit acteur de ce que Lionel vient de décrire. Tout cela ne va pas se faire dans un bureau de ministère, ce sont des gens qui vont prendre des initiatives. Cela signifie qu'il faut localement un environnement favorable, mais ce n'est pas seulement l'environnement réglementaire. C'est très important d'avoir un environnement réglementaire, on a beaucoup mis l'accent dessus, mais c'est aussi promouvoir un environnement de consultants, de comptables, de chambres de commerce, d'endroits où les chefs d'entreprise se retrouvent, où ils sont soutenus, où la fluidité administrative existe. Il y a ainsi tout un système local où il faut une stratégie d'accompagnement et de développement du secteur privé ; ça ne va pas se faire tout seul. Il n'y a aucun pays où cela se fait tout seul.

Un deuxième sujet majeur, ce sont les grandes institutions bilatérales et multilatérales internationales où, d'une certaine manière, ce secteur privé est aussi un sous-produit du reste. On se concentre sur les gros parce qu'il faut faire du chiffre et c'est plus facile de faire du chiffre avec des gros qu'avec plein de petits. Donc, comment inciter ces gens-là à travailler avec des intermédiaires ? L'Afrique est par exemple très en avance sur les *fintechs*, et cela

s'est accéléré avec le Covid. Quand les gens étaient bloqués chez eux, ce n'est pas de la microfinance, c'est de la bancarisation. Désormais, des *fintechs* sont capables de faire du crédit dans des conditions tout à fait comparables à des banques traditionnelles et peuvent aider des gens à sortir. Et là, il vaut mieux qu'IFC capitalise sur ce genre d'entreprises qui vont elles-mêmes aller chercher des gens derrière plutôt que de faire ça depuis Washington ; ça n'a absolument aucun sens. Il y a donc un renversement de priorités revenant à dire que le développement, ce n'est pas seulement de l'infrastructure physique ou de l'infrastructure sociale, même s'il ne faut pas oublier la santé et l'éducation, mais c'est aussi accompagner de manière décisive et continuer le secteur privé.

Et nous avons une énorme difficulté liée au cadre macro dont nous avons parlé tout à l'heure, c'est qu'il faut aussi des financements privés pour faire tout cela et que ces financements privés sont très faibles d'une part et sont en baisse d'autre part.

Amir Ben Yahmed

Dans quelle proportion ?

Bertrand Badré

J'avais regardé pour le sommet de Paris, l'exposition des investisseurs institutionnels européens au monde émergent, hors Chine, c'est 4 %. La part de l'Afrique représente donc une fraction de ces 4 % et aux États-Unis, c'est 2 %. Ainsi, la réalité, c'est qu'il n'y a pas de flux et que c'est en baisse. Si je prends le cas d'AXA, qui est probablement l'un des plus diversifiés, ils sont à 5 %. Pourquoi ces chiffres sont-ils en baisse ? Quand vous avez des taux qui remontent, que vous êtes un fonds de pension américain ou une assurance mutuelle française, pourquoi allez-vous prendre des risques au Maroc ou en Côte d'Ivoire, si vous pouvez gagner 5 % en achetant de l'OAT ou du *treasury* ? Ce sont des raisonnements que des gens tiennent.

En ce qui concerne la politique industrielle, on pousse le *green deal* ou IRA aux États-Unis, évidemment que ça attire de l'épargne. Je me sens plus à l'aise de financer une Giga Factory dans le Wisconsin avec les aides américaines, plutôt que d'aller prendre du risque dans le golfe de Guinée. Tout ça, ce sont des vents adverses.

Et ce que nous avons vu ici, qui est un sujet majeur pour moi, et ça interagit avec ce que nous sommes dit sur le narratif tout à l'heure, c'est que nous sommes de plus en plus *inward looking*. C'est-à-dire que la plupart des pays se replient sur eux-mêmes, ce qui a été accentué par le Covid. Et ce que j'entends et qui me chagrine, et je n'ai pas de réponse, c'est que les gens disent : « Il y a suffisamment de problèmes chez nous pour que l'on aille en plus s'occuper des problèmes des autres. Donc, mon épargne reste en France, elle reste en Allemagne, elle reste aux États-Unis, parce que nous avons aussi nos problèmes de banlieues, nos problèmes de transition climatique, etc. »

Nous avons donc vraiment des vents adverses et il faut arriver à trouver une voix qui dise : « C'est l'intérêt de l'Europe de mobiliser une partie de son épargne vers l'Afrique. » Quels outils met-on ? Comment se met-on d'accord ? Plutôt que d'en parler et de tourner en boucle – nous en parlions hier avec Madame Touré – comment fait-on ça ?

Et puis un dernier sujet, et je m'arrêterai là. On a toute une série de verrous réglementaires qui empêchent ça des préoccupations les plus « technos » Bâle 3, Solvency 2, des réglementations de l'OCDE ; il faut entrer dans le dur de ça. Je plaide un peu contre mon camp, mais on a un sujet que nous allons appeler ESG, toutes les normes environnementales et sociales, où je pense que l'Europe, plutôt que de bétonner la forteresse doit engager un vrai dialogue. Je pense que si l'on veut imposer, on n'y arrivera pas. Si on veut transitionner vers une économie plus durable et plus résiliente, l'Europe a plutôt intérêt à tendre la main à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Asie du Sud ; nous ferons plutôt ça ensemble, plutôt que de se laisser broyer entre une approche chinoise et américaine.

Au fond, je pense qu'il y a un potentiel extraordinaire, c'est un défi considérable. Je ne vais pas répéter ce qu'a dit Lionel, mais il y a des potentialités extraordinaires, il faut simplement se mettre en ordre de bataille. Ça ne se fera pas tout seul, ça, c'est une certitude.

Amir Ben Yahmed

Vous avez ouvert un sujet extrêmement important, c'est le sujet de la voix africaine. Je pense que nous pouvons tous collectivement dire ici que cette voix s'est un peu éteinte au cours des dernières années. Nous avons, en Afrique, des institutions qui ne portent pas la voix africaine, l'Union africaine est inaudible. La Banque africaine de développement ne l'est pas beaucoup plus, alors que ce sont les deux institutions qui devraient porter haut et fort les couleurs du continent dans les grandes négociations. À l'heure actuelle se déroule toute une négociation sur la nouvelle architecture politique et financière mondiale ; on ne sent pas le continent présent dans ces discussions. Nous l'avons vu également à des niveaux régionaux. Nous avons beaucoup parlé des succès de la communauté d'Afrique de l'Est, mais on y voit aussi beaucoup de tensions et beaucoup de problèmes entre les différents pays qui la composent. Pour la CEDEAO, nous en avons parlé, le Niger est un sujet qui leur a échappé complètement.

La question s'adresse à vous, Général. Que pouvez-vous nous dire de cette évolution des institutions africaines ? Pensez-vous qu'elles peuvent évoluer dans le bon sens ou bien sommes-nous condamnés ? Parce que la faiblesse de la gouvernance locale que l'on voit et dont vous avez tous les deux parlé sur le plan national, elle existe sur le plan continental et sur le plan régional. Ces institutions politiques ne marchent pas aujourd'hui.

Général Francis A. Béhanzin, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Je ne peux pas conclure, comme vous le dites, que ça ne marche pas. Dans la gestion des Hommes, il faut tenir compte de l'opinion publique Je pense que la CEDEAO a fait des progrès notables sur le plan de l'intégration et de la gouvernance démocratique.

Amir Ben Yahmed

Je me permets de vous interrompre. Quand on voit que la décision du Président Kagame d'ouvrir son pays à toutes les nationalités sans visa fait le tour des réseaux sociaux, cela

démontre quand même l'écart qu'il nous reste à combler sur ce sujet-là. C'est-à-dire qu'il s'agit de solutions qui semblent assez simples pour nous, Africains, et qui ne sont pas prises.

Général Francis A. Béhanzin

Sur la décision non aboutie de la CEDEAO par rapport au coup d'État au Niger, il faut reconnaître que de façon globale, il y a un problème de *leadership* dans nos États africains, un problème de choix stratégiques en vue de la sécurité humaine. C'est pour cette raison que j'ai planté le décor en ne parlant pas que de la sûreté et de la sécurité des personnes et des biens.

Concernant la CEDEAO et sa décision de déployer une opération militaire sur le Niger, on peut dire que l'émotion a aussi beaucoup joué dans le cadre de cette prise de décision. J'étais déjà parti, mais si j'avais été là, j'aurais peut-être émis un bémol. En réalité, quand vous déclarez la guerre à un pays, sans avoir pris des dispositions préalables, ce pays se lève en bloc contre toute la communauté comme c'est le cas aujourd'hui entre le Niger et la CEDEAO. Et l'opinion publique et populaire, appuyée par les nouvelles technologies, ne pouvait pas permettre au président du Nigeria fraîchement élu d'avancer, puisque lui aussi peut craindre un coup d'État en même temps que la validation de son élection n'était pas obtenue en ce moment là.

Quand cela s'est passé au Mali, il était question, pour la CEDEAO, de déployer les chefs d'État-major sur le terrain au Mali pour indiquer aux putschistes que ce n'est pas le rôle des militaires de prendre le pouvoir. Mais en réalité, lorsque les militaires prennent le pouvoir, c'est sur la base du comportement de l'élite politique de chacun de nos États. Nous ne pouvons pas occulter les raisons endogènes de la stagnation de l'Afrique par rapport aux autres continents, mais pour les causes évoquées par les auteurs de coups d'État, à savoir la lutte contre le terrorisme, ce ne sera pas uniquement l'affaire de l'Afrique seule. Aussi, faudrait-il le noter, l'Europe et l'Afrique sont intimement liées et si nous devons sécuriser les matières premières critiques pour les industries de l'Europe, il faut s'occuper de la sécurité humaine en Afrique.

Amir Ben Yahmed

Si l'on s'extrait du sujet des coups d'État, le sujet de la voix africaine dans les grandes négociations internationales. Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui, la voix de l'Union africaine ne porte pas ? Pensez-vous qu'elle porte suffisamment ?

Général Francis A. Béhanzin

La voix de l'Afrique doit pouvoir porter. Les institutions internationales, telles qu'elles sont conçues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, permettent-elles cependant à l'Afrique de porter cette voix ? C'est une question que je me pose et que je vous pose aussi.